

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir**

INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

PROJET D'ARRETÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
RELATIF À L'ACTUALISATION DU TABLEAU DES INSTALLATIONS CLASSÉES
DE L'ÉTABLISSEMENT

SOCIÉTÉ EVERIAL

ENTREPÔT DE CHARTRES – N°ICPE 7145

PJ : Plan de situation

Par courrier du 20 avril 2012, la société EVERIAL, dont le siège social est situé 27 rue de la Villette à Lyon, a demandé à bénéficier de l'antériorité pour la rubrique 1532 de la nomenclature ICPE pour son entrepôt situé ZAC Le Jardin d'Entreprises sur la commune de Chartres.

La société EVERIAL a complété sa demande des éléments d'appréciation nécessaires à l'instruction par courrier 14 novembre 2012.

1 - OBJET DE LA DEMANDE

1.1 – Nature et volume des activités

Les rubriques de la nomenclature autorisées ainsi que celles sollicitées par EVERIAL sont reprises dans le tableau présenté à l'article 2 du projet d'arrêté complémentaire ci-joint – les modifications sollicitées par l'exploitant figurent en italique.

1.2 – Description de l'établissement et historique administratif

Le Groupe Everial (ex Archiv'Alpha), créé en 1989, est aujourd'hui co-leader du marché français de l'archivage et de la gestion des documents.

L'établissement exploité par la société EVERIAL situé ZAC Le Jardin d'Entreprises sur la commune de Chartres bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 24 novembre 2005 modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 12 mars 2007 et 3 juillet 2008.

L'établissement est situé sur les parcelles n° 49, 51, 54, 57, 59 et 100 de la section ZP, n° 88 de la section ZO et n° 42 de la section ZN du plan cadastral.

1.3 – Présentation de la demande

La société EVERIAL, par courrier du 20 avril 2012, demande à bénéficier de l'antériorité pour la rubrique 1532 créée par décret n°2010-367 du 13/04/2010 pour son entrepôt situé ZAC Le Jardin d'Entreprises sur la commune de Chartres en déclarant un volume maximal stocké de 1 000 m³ au titre de cette rubrique.

La refonte de la nomenclature nécessite l'actualisation de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 novembre 2005.

1.4 – Cadre administratif de l'instruction

Le site étant soumis à autorisation préfectorale, ces modifications sont à apprécier selon l'article R. 512-33 du Code de l'environnement : nouvelle demande d'autorisation ou prescriptions complémentaires le cas échéant.

2 – PROCEDURE D'INSTRUCTION

Du fait de l'intervention des décrets n° 2010-367 du 13 avril 2010 et n° 2010-1700 du 30 décembre 2010 modifiant la nomenclature des installations classées annexée à l'article R.511-9 du Code de l'environnement, les rubriques 1530 et 2920 ont été modifiées et la rubrique 1532 a été créée.

Rubriques 1530 et 1532 :

Le décret n° 2010-367 du 13 avril 2010 modifie la rubrique 1530 et crée la rubrique 1532.

La nature des produits visés par la rubrique 1530 se limite dorénavant aux papiers, cartons et matériaux analogues. La rubrique 1532, spécifique aux dépôts de bois, est créée.

La rubrique 1532 a été créée postérieurement à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24/11/2005 de l'établissement.

L'antériorité est recevable dans la mesure où la somme des volumes sollicités soumis aux rubriques 1530 et 1532 est inférieure ou égale au volume autorisé jusqu'à présent pour la rubrique 1530.

- **Les volumes présentés par EVERIAL le 20 avril 2012 sont repris dans le projet d'arrêté complémentaire ci-joint, article 2.**

De plus, les dépôts de papier et de carton de l'établissement doivent respecter les dispositions applicables aux installations existantes de l'arrêté ministériel modifié du 29 septembre 2008 relatif à la prévention des sinistres dans les dépôts de papier et de carton soumis à autorisation au titre de la rubrique n° 1530 de la nomenclature des installations classées.

- **Il est fait référence au respect des dispositions de l'arrêté ministériel susvisé à l'article 3 du présent projet d'arrêté complémentaire.**

Rubrique 2920-2b :

Le décret 2010-1700 du 30 décembre 2010 donne le libellé actuel de cette rubrique : un seul régime d'autorisation ; relèvement du seuil à 10 MW pour la compression des gaz inflammables ou toxiques alors que cette rubrique visait également les compresseurs d'air et les installations frigorifiques ou de climatisation avec gaz fluorés (HCFC et HFC). Les installations frigorifiques du site, utilisant exclusivement des gaz fluorés, ne sont plus classées sous cette rubrique.

- **Le site EVERIAL de Chartres n'est plus classé sous la rubrique 2920-2b.**

Si les installations frigorifiques du site ne sont plus classées au titre de la rubrique 2920-2b, il convient de vérifier qu'elles ne sont pas visées par la rubrique 1185-2.

La rubrique 1185-2 vise les composants et appareils clos en exploitation, dépôts de produits neufs ou régénérés, à l'exception des appareils de compression et de réfrigération visés par la rubrique 2920, et contenant des chlorofluorocarbures, halons et autres hydrocarbures halogénés.

Par courrier du 25 septembre 2012, l'Inspection des installations classées a demandé à EVERIAL de communiquer la quantité maximale de fluide, visée par la rubrique 1185 de la nomenclature ICPE présente sur site afin de vérifier que ses installations frigorifiques n'étaient pas classées au titre de cette rubrique. A ce courrier était joint un projet d'arrêté préfectoral complémentaire pour avis de l'exploitant.

Les renseignements demandés, transmis par courrier du 14 novembre 2012, ont permis de conclure que les installations frigorifiques du site ne relevaient pas de la rubrique 1185 de la nomenclature ICPE.

L'établissement comporte des installations de réfrigération ou de climatisation dont les circuits frigorifiques contiennent chacun plus de 2 kg de fluide frigorigène fluoré.

- **Il est ajouté à l'article 4 du présent projet d'arrêté préfectoral complémentaire la liste des circuits frigorifiques du site et les prescriptions relatives à l'utilisation de CFC, HCFC ou HFC présentes dans l'arrêté cadre.**

3 – MESURES PRISES POUR PROTEGER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

Le projet d'arrêté préfectoral actualise les prescriptions applicables aux installations du site. Il n'y a aucune modification des conditions d'exploitation du site.

4 – CONCLUSION – AVIS DU SERVICE D'INSPECTION

Conformément aux dispositions de l'article R. 512-31 du code de l'environnement, le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ci-joint est présenté pour avis au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.

Site
EVERIAL

